

Demande déposée le 23/02/2026 et complétée le 10/04/2026

N° DP 025 256 26 00002

Par :	Monsieur ROCHAT Boris
Demeurant à :	17 rue de la Fontenotte 25140 FRAMBOUHANS
Sur un terrain sis à :	17 rue de la Fontenotte 25140 FRAMBOUHANS 256 AB 505
Nature des Travaux :	Construction d'une pergola bioclimatique

Surface de plancher: 0 m²

Le Maire de FRAMBOUHANS

VU la déclaration préalable présentée le 23 février 2026 par Monsieur ROCHAT Boris, affichée en mairie le 24 février 2026,

VU l'objet de la déclaration :

- pour la construction d'une pergola bioclimatique,
- sur un terrain situé 17 rue de la Fontenotte, à FRAMBOUHANS,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de FRAMBOUHANS approuvé par délibération municipale du 16 juin 2020, et modifié suivant une procédure simplifiée du 18 novembre 2024,

VU l'autorisation de lotir, PA n°025 256 21 R0001 «Les Echanges » accordée par arrêté municipal en date du 5 mai 2022, à la commune de FRAMBOUHANS, sur un terrain Rue de la Fontenotte, à FRAMBOUHANS, dont fait partie le lot n°10 et son règlement,

VU l'arrêté en date du 6 février 2023 autorisant le différé des travaux de finition du lotissement, la vente des lots et la délivrance des permis de construire,

VU l'avis de la Communauté de Communes du Pays de Maïche (CCPM) / service assainissement en date du 5 mars 2026,

VU l'avis de la Communauté de Communes du Pays de Maïche (CCPM) / service eau potable en date du 4 mars 2026,

VU les pièces complémentaires déposées à la mairie en date du 10 avril 2026,

ARRETE

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la présente déclaration préalable.

FRAMBOUHANS, le

23. 04. 2026

Le Maire,

Franck VILLEMAIN



Observation :

Considérant que le terrain d'assiette du projet est situé dans un secteur identifié en zone d'affaissement/effondrement, aléa faible, il est porté à la connaissance du pétitionnaire que le projet relève d'un secteur exposé à un risque de mouvement de terrain.

En conséquence, le pétitionnaire est invité à prendre connaissance du « **Guide de recommandations pour l'instruction du droit des sols de l'État en l'absence de PPR Mvt (*)** », document de référence destiné à prévenir les désordres liés aux phénomènes d'affaissement ou d'effondrement, disponible à l'adresse suivante :

Lien internet :

<https://www.doubs.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Securite-et-protection-de-la-population/Risques-majeurs/Risques-de-Mouvements-de-Terrain/Guide-des-recommandations-pour-l-instruction-du-droit-des-sols-hors-PPR-Mvt/Guide-departemental>

(*) *Plan de Prévention des Risques mouvements de terrain*

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas le délai de recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.